

POINT DE VUE

Entre paix négociée et guerre imprévisible

Dusan Sidjanski, professeur de Sciences Politiques à l'Université de Genève, donne son avis sur les négociations en cours sur la Bosnie.

La situation est critique en ex-Yougoslavie, plus explosive que ne le laissent supposer les médias et les diverses déclarations: au moment même où le premier pas miraculeux s'est produit, la négociation ayant remplacé les exigences unilatérales et opposées des parties en conflit, les trois membres occidentaux du Conseil de Sécurité de l'ONU, les Etats-Unis, la France et l'Angleterre ne cessent de brandir la menace d'une intervention militaire tout en accordant un délai de grâce aux négociateurs à Genève. Cette double dimension de la crise appelle une brève analyse.

La négociation se heurte à de nombreux obstacles dont les stratégies incompatibles des parties en conflit et les contraintes internationales. La reconnaissance précipitée de la Bosnie-Herzégovine, modèle de convivialité des peuples dans un ensemble plus vaste, a été une erreur que le président français a dénoncée, mais qui constitue le cadre obligé pour les négociations en cours. Sans rouvrir le débat sur l'opportunité de la reconnaissance d'un Etat qui n'a jamais existé, force est d'admettre que l'erreur principale a consisté à ne pas avoir recherché une solution assortie de garanties internationales, préalable à la reconnaissance formelle de l'Etat indépendant de Bosnie-Herzégovine.

Depuis le début de la désintégration de la Yougoslavie, la République-tampon entre la Croatie et la Serbie a fait

l'objet de convoitise de ses deux voisins qui ont cherché à s'entendre sur son partage. Seul le président de la République de Bosnie-Herzégovine estimait que le partage entraînerait une guerre sanglante et luttait pour l'intégrité d'un Etat de Bosnie-Herzégovine. La majorité de Musulmans d'origine slave (44%) à laquelle s'est jointe la population croate (20% environ), s'est prononcée en faveur d'un Etat indépendant contre l'opinion des Serbes de Bosnie qui forment un tiers de la population.

Garantir la paix

Dès lors, la reconnaissance ne pouvait que faire éclater un conflit latent. D'autant plus que le président musulman de cet Etat nouveau-né ne cachait pas son ambition d'être à la tête d'un Etat unitaire et centralisé à l'encontre de la volonté des dirigeants croates et serbes qui réclamaient une union fédérative, voire une confédération.

La proposition des co-présidents de la Conférence de Genève est un compromis qui tient compte des besoins d'un pouvoir central et des exigences de l'autonomie des peuples constitutifs de l'Etat de Bosnie-Herzégovine. On peut certes discuter de l'opportunité de créer dix provinces et de partager les pouvoirs, mais on ne peut nier que ce compromis ouvre la voie de la paix entre les peuples, sinon entre les dirigeants de Bosnie-Herzégovine. Cependant, la portée réelle de cette solution dépendra

de sa capacité à garantir la paix.

La logique de guerre prendrait-elle le pas, sous la pression de l'opinion publique, des médias et de nombreux dirigeants, sur la logique de la négociation? Dès lors, la question se pose de savoir de quelle intervention militaire pourrait-il s'agir, quelle serait son efficacité et ses conséquences. Pour l'heure, il s'agit soit d'une interdiction de l'espace aérien proposée par la France et l'Angleterre, soit d'une frappe chirurgicale, théorie dominante aux Etats-Unis. La différence s'explique à la fois par les capacités des partenaires occidentaux, mais aussi par l'engagement direct des deux puissances européennes et par la distance qui diminue le risque pour les Etats-Unis.

Un seuil dangereux

En effet, toute utilisation de la force militaire ferait franchir un seuil dangereux et pourrait provoquer des réactions imprévisibles. De plus, l'intervention à l'américaine qui vise directement les aéroports et les bases de la Serbie, pourrait être interprétée comme un acte de guerre. Ce serait le début d'une escalade incontrôlable, d'une guerre balkanique, voire d'un conflit généralisé. En effet, la plupart des calculs militaires semblent ignorer la capacité et la volonté de riposte de l'armée yougoslave qui, «n'ayant rien à perdre», pourrait réagir en lançant ses missiles contre les bases des avions occidentaux, en s'attaquant aux porte-avions, en prenant en otage les Casques bleus et en cherchant, par l'extension de la guerre, à impliquer la grande oubliée, la Russie.

Pour vous abonner, appelez le 155 00 12, l'appel est gratuit

Robins abonnés

JOURNAL de GENÈVE
ET GAZETTE DE LAUSANNE

Dusan Sidjanski